

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (environnement)): Monsieur l'Orateur, comme le sait le député, on a mis sur pied un groupe d'études écologiques pour réexaminer la situation, lequel me présentera un rapport définitif à l'automne. Je serai alors en mesure de recommander une solution à mon collègue le ministre des Transports.

M. Fraser: Le secrétaire d'État voudrait-il dire à la Chambre ce qui l'a soudainement incité la semaine dernière, lui ou d'autres membres du cabinet, à envisager l'annulation du projet de Kitimat alors que ce n'était pas possible il y a quelques mois, avant que des millions de dollars de fonds publics aient été consacrés à une étude que le gouvernement a interrompue?

M. Marchand: Monsieur l'Orateur, assurément le gouvernement dispose d'un grand nombre de faits concernant . . .

Une voix: Quels faits?

M. Marchand: . . . concernant toute la question des approvisionnements en pétrole et en énergie pour le Canada. Mon collègue le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait du bon travail en s'occupant de cette question.

Des voix: Bravo!

Une voix: Pouvons-nous connaître ces faits?

M. Marchand: Je transmettrai au député un exemplaire du document s'il le désire. Nous avons attendu de recevoir le rapport provisoire de M. Thompson. Nous nous en sommes largement inspirés pour prendre une décision finale au sujet du port pétrolier de la côte ouest.

* * *

● (1502)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PROPOSITION VISANT À INTERDIRE AU PRÉSIDENT AMIN L'ACCÈS AU CANADA PENDANT LES JEUX DU COMMONWEALTH

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La semaine dernière, l'Ouganda a annoncé qu'il acceptait l'invitation à participer aux Jeux du Commonwealth à Edmonton et qu'on y enverrait un groupe de 75 personnes, que nous accueillerons avec joie. Le 26 mai 1977, en réponse à ma question à la Chambre, le ministre a déclaré qu'il étudierait ma suggestion voulant qu'on interdise au président Idi Amin l'accès au Canada pendant les Jeux du Commonwealth.

A la lumière du rapport d'Amnesty International, celui de 1977, selon lequel le président Amin se rend coupable de nombreux meurtres et fait régner la terreur dans son pays, le ministre dirait-il catégoriquement que le président Amin n'aura pas accès au Canada pendant ces jeux?

Questions orales

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le président Amin a un autre talent, que le député aura sûrement remarqué, soit celui d'exploiter au maximum les questions qu'on peut se poser sur ses déplacements. Nous voici entraînés dans une nouvelle ronde: viendra-t-il ou ne viendra-t-il pas? En pareille circonstance, je m'abstiendrai de toute observation, sauf celles de mai dernier, sur ce que le président Amin fera peut-être et de l'attitude que nous adopterons envers lui. J'ai dit et redit que cela ne servirait à rien. Si le président Amin s'annonce définitivement, alors nous aviserons à ce moment-là. Je ne vois pas pourquoi je reviendrais sur ce que j'ai dit en mai dernier.

* * *

L'INDUSTRIE

LA FERMETURE D'UNE MINE À STEWART (C.-B.)—LES CONSÉQUENCES SUR L'EMPLOI

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit de la ville de Stewart, en Colombie-Britannique. Je sais que cette localité se trouve dans la circonscription du ministre d'État (santé et sport amateur). Cette localité verra la fermeture de la mine Granduc, le 30 juin 1978. De ce fait, elle sera presque éliminée de la carte. Quelles propositions le gouvernement a-t-il fait en vue d'empêcher cette collectivité de mourir, de donner à la population quelque assurance qu'il y aura du travail et des emplois après le 30 juin, et non pas seulement la faillite et le chômage?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, les gens de mon ministère suivent très attentivement la situation du cuivre. Les États-Unis annoncent aujourd'hui, ou ont annoncé hier, une enquête sur leurs importations de cuivre. Cela nuira aux pays producteurs de cuivre qui font concurrence au Canada et qui ont inondé le marché au cours des six derniers mois, comme le Zaïre, le Chili et d'autres. A cause de nos contrats de vente à long terme aux États-Unis, nous négocions actuellement avec eux afin de pouvoir poursuivre nos exportations dans ce pays qui est pour nous un débouché traditionnel. Cela dit, le ministre d'État (santé et sport amateur) me tient au courant de la situation en ce qui concerne la ville de Stewart.

Des voix: Oh, oh!

M. Horner: Étant donné que le ministre a la possibilité d'exercer des pressions sur moi, je suis certain que mon ministère fera tout en son pouvoir pour redresser la situation de l'emploi à Grand Forks et aider l'industrie à diversifier ses activités le plus possible.